



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Le-club-des-riches>

Étranger

Le club des riches

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1978 - N° 762 - décembre 1978 -

Date de mise en ligne : mardi 9 septembre 2008

Date de parution : décembre 1978

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

C'EST le Fonds Monétaire International qu'on désigne ainsi puisque, de l'aveu général, ses activités profitent surtout aux pays industriels. Conçu par le Britannique Keynes (lui-même !) et l'Américain White, il a été adopté dans son principe dès 1944 par ses fondateurs dans l'espoir de stabiliser les taux de change sur le marché international. Il a pour but de fournir des crédits à court et moyen termes à ceux de ses membres (tous les pays sauf ceux de l'Est) qui éprouvent des difficultés à équilibrer leur balance des paiements. La Grande-Bretagne et la France ont fait souvent appel à lui. Il fonctionne comme une espèce de cagnotte générale où les pays déposent des fonds dont les autres membres peuvent disposer, en cas de besoin, sous certaines conditions qu'il serait fastidieux d'énumérer. La contribution de chaque membre représente le nom de quota versé en monnaie nationale si bien que les coffres du FMI renferment des marks et des yens précieux mais aussi des pesos argentins (ou cubains) et des sols péruviens dont pas grand monde ne veut. Les quotas sont fixés au moyen d'une formule complexe où entrent pour beaucoup l'importance économique et politique du pays. Ils servent de base au calcul de la somme que le dit pays peut emprunter. De sorte que ce ne sont pas forcément les membres qui ont les plus grands besoins qui peuvent obtenir les prêts nécessaires. Les pays les moins développés sont souvent obligés de se servir ailleurs. C'est bien le club des riches.

Chaque pays verse un quart de son quota en or ou en dollars américains et le reste en monnaie locale. S'il veut tirer des devises étrangères du FMI il doit déposer une quantité équivalente de sa propre monnaie, mais l'opération de tirage et de remboursement est soumise à des règles compliquées qui limitent singulièrement les possibilités.

Les années passant, le FMI a élargi ses activités pour développer les liquidités internationales dont les échanges ont si grand besoin, et sa principale réalisation en ce domaine a été la création des Droits de Tirage Spéciaux (ou DTS) qui sont venus accroître les possibilités d'emprunt offertes par les Droits de Tirage Ordinaires (DTO) émis plus haut. En 1970, 1971 et 1972 des crédits, pour un montant global de 9,5 milliards de dollars ont été ouverts aux membres en proportion de leurs quotas (on ne prête qu'aux riches). Plus avantageux en cela que les DTO, les DTS sont mis automatiquement à la disposition des emprunteurs. Bien sûr, ils n'existent que sur le papier et ne peuvent être transmis que d'un membre à un autre. Ils ne peuvent donc servir à l'achat de biens et de services mais les membres peuvent se les échanger contre des devises. Ainsi, si la France a un déficit dans ses échanges avec l'Allemagne, elle peut lui transférer une partie de ses DTS contre des marks que les importateurs français pourront acheter afin de régler leurs dettes.

Il était clair, dès le début, que ces DTS allaient devenir un rôle de plus en plus important dans le système international sans toutefois remplacer l'or. Il n'est donc pas étonnant que les experts du FMI aient accru, à la fin du mois de septembre dernier, les ressources du Fonds de 20 milliards de DTS, soit l'équivalent d'environ 25 milliards de dollars (au cours du change en vigueur à cette date !).

On peut s'inquiéter de cette croissance de la masse monétaire internationale à un moment où la tempête souffle sur les marchés des changes emportant vers le bas le dollar pendant que le mark et le yen s'envolent, à la grande tristesse de l'Allemagne et du Japon qui voient leur compétitivité s'affaiblir.

A l'exception des Etats-Unis, les pays industrialisés s'efforcent de pratiquer la rigueur monétaire et d'avoir une balance des paiements équilibrée, au prix d'un chômage important puisqu'ils n'y parviennent qu'en augmentant leur productivité donc en obtenant davantage d'un plus petit nombre de travailleurs. Craignant de voir leur balance se détériorer, l'Allemagne, la Suisse et le Japon se gardent bien de relancer leurs économies. Pendant ce temps, les Etats-Unis laissent s'effondrer leur dollar ce qui leur permet d'exporter à meilleur compte, de relancer leur économie et de réduire le chômage. Du moins pour un temps. Quant aux Japonais qui réussissent merveilleusement au grand jeu de la concurrence tout le monde leur en veut. Où est donc la morale dans tout cela ? Et si seule la morale était en cause on pourrait encore se faire une raison.